

No. 37169

**Tuuisia
aud
Federal Republic of Germany**

Agreement on technical cooperation between the Government of the Republic of Tunisia and the Government of the Federal Republic of Germany. Tunis, 23 April 1970

Entry into force: 23 April 1970 by signature, in accordance with article 11

Authentic texts: French and German

Registration with the Secretariat of the United Nations: Tunisia, 15 December 2000

**Tunisie
et
République fédérale d'Allemagne**

Accord de coopération technique entre le le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Tunis, 23 avril 1970

Entrée en vigueur : 23 avril 1970 par signature, conformément à l'article 11

Textes authentiques : français et allemand

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Tunisie, 15 décembre 2000

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République Tunisienne et
Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne,
Sur la base des relations amicales existant entre les deux pays et leurs peuples,
Fermement désireux d'approfondir ces relations,

Considérant leur intérêt commun à entretenir et à promouvoir le développement technique et économique de leurs pays et reconnaissant les avantages qui résulteront pour les deux pays d'une coopération technique plus étroite,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1) Les parties contractantes s'efforcent, dans le cadre de leurs possibilités de coopérer et de s'entraider dans les questions techniques relevant des domaines mentionnés à l'Article 2 ci-dessous. Ils collaborent en tant que partenaires à droits égaux.

2) Sur la base et dans le cadre du présent accord, il est prévu de conclure des arrangements relatifs à différents projets.

Article 2

Les arrangements visés au paragraphe 2 de l'Article 1 ci-dessus peuvent prévoir que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne

1) encouragera la création de centres de formation et d'institutions modèles spécialisées en envoyant des enseignants et des spécialistes allemands et en fournissant l'équipement technique;

2) enverra des experts allemands pour des projets déterminés ainsi que des conseillers gouvernementaux;

3) appuiera la coopération des deux pays dans le domaine de l'éducation et de l'instruction;

4) favorisera la coopération d'institutions scientifiques dans les deux pays en envoyant ou en procurant du personnel scientifique allemand et en fournissant des biens d'équipement.

Article 3

1) En vertu d'arrangements conclus conformément au paragraphe 2 de l'Article 1er ci-dessus, le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne s'efforcera

(1) de promouvoir le perfectionnement de personnel spécialisé, cadres techniques ainsi que de personnel scientifique en République Fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays;

(2) de procurer à des spécialistes tunisiens des possibilités de formation et de perfectionnement en République Fédérale d'Allemagne ou dans des institutions qui sont promues dans le cadre de l'assistance technique allemande;

2) L'exécution des mesures prévues au paragraphe 1 du présent Article, notamment l'admission de candidats à la promotion fera l'objet d'arrangements particuliers.

3) Le gouvernement de la République Tunisienne reconnaîtra les examens passés par des spécialistes tunisiens en République Fédérale d'Allemagne en fonction de leur niveau technique. Il offrira aux titulaires de certificats ou de diplômes allemands reconnus équivalents aux certificats et diplômes tunisiens les mêmes possibilités d'emploi et d'avancement professionnels.

Article 4

Le Gouvernement de la République Tunisienne :

1) fournira à ses frais, si besoin est, pour les différents projets en Tunisie, les terrains et bâtiments, y compris les dépendances;

2) assumera les frais de fonctionnement et d'entretien pour les différents projets;

3) fournira à ses frais le personnel spécialisé et auxiliaire national nécessaire aux différents projets ainsi que, le cas échéant, des interprètes;

4) contribuera aux frais de location et d'entretien d'habitations meublées appropriées destinées au personnel visé à l'Article 2 ci-dessus et aux familles, dans les conditions prévues par arrangement spécial ou fournira de telles habitations;

5) prendra à sa charge les frais de déplacement effectués en Tunisie pour raisons de service par le personnel visé à l'Article 2 ci-dessus et lui versera des indemnités journalières afférentes à ces déplacements;

6) veillera à ce que le personnel allemand soit remplacé, dans un délai convenable, par des spécialistes tunisiens appropriés. Dans la mesure où ces spécialistes doivent être formés en République Fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays, il désignera à temps et en nombre suffisant les candidats éventuels et prendra à sa charge leur frais de voyage, aller et retour. Il garantira qu'après leur formation, les spécialistes tunisiens sont employés à l'institution encouragée aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour assurer la poursuite du fonctionnement de cette dernière. Il veillera à ce qu'ils soient employés à un niveau correspondant à leur formation et rétribués de façon appropriée;

7) supportera les frais de déchargement ainsi que les frais de transport et d'assurance exposés en Tunisie afférents au matériel fourni pour les différents projets de la République Fédérale d'Allemagne.

Article 5

Le Gouvernement de la République Tunisienne :

1) accordera à tout moment et exemptes de taxes, au personnel allemand exerçant en Tunisie dans le cadre du présent Accord, aux membres de sa famille et autres personnes appartenant au ménage, l'entrée et la sortie ainsi que les autorisations de travail et de séjour nécessaires en corrélation avec la mise en oeuvre des projets;

2) ne percevra pas d'impôts ou autres charges fiscales sur les émoluments qui, prélevés sur les fonds publics allemands, seront versés au personnel allemand ou à des firmes allemandes de construction et de consultation pour des prestations fournies dans le cas du présent Accord;

3) exemptera les fournitures livrées pour les différents projets par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne de toutes taxes d'importation et d'exportation et autres charges fiscales, y compris les droits de port;

4) exemptera les meubles, effets personnels et un véhicule automobile par famille, importés par le personnel allemand ou les membres de sa famille, des taxes d'entrée et de sortie et autres charges fiscales, l'importation devant s'effectuer toutefois dans les trois mois qui suivront l'arrivée du personnel ou des familles. Le Gouvernement de la République Tunisienne prolongera la période de trois mois dans des cas d'exception motivés par le chef allemand du projet intéressé, notamment en cas de difficultés de livraison et d'achat d'éléments de remplacement destinés à des objets qui ont été détériorés en cours de transport;

5) autorisera le personnel allemand et les membres de sa famille à importer exempts de taxes des médicaments, produits alimentaires pour enfants, produits de régime et aliments prescrits par un médecin dans la limite de leurs besoins personnels ; il accordera au personnel allemand et aux membres de sa famille les mêmes privilèges que ceux accordés aux spécialistes de la nation la plus favorisée;

6) délivrera au personnel allemand une pièce de légitimation par laquelle les services officiels compétents sont priés d'accorder au personnel allemand le plein appui dans l'exécution de sa tâche.

Article 6

1) La République Tunisienne répondra, à la place du personnel allemand, des dommages que ce dernier causerait à un tiers en connexion avec l'exécution d'une tâche qui lui est dévolue en vertu du présent accord. A cet égard, toute revendication à l'encontre du personnel allemand sera exclue;

2) un droit à remboursement, quelle que soit sa base juridique ne pourra être invoqué par la République Tunisienne à l'encontre du personnel allemand qu'en cas de dol ou de négligence grave.

Article 7

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront également au personnel allemand qui, lors de son entrée en vigueur, exerce déjà son activité en Tunisie dans le cadre de la Coopération Technique sur ordre du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

Article 8

Le personnel allemand en fonction en Tunisie dans le cadre du présent Accord n'exercera pas d'autre activité à but lucratif.

Article 9

Les parties contractantes s'informeront mutuellement, en vertu d'un arrangement spécial, des programmes de formation et de travail qui présentent un intérêt en vue de l'exécution de la coopération technique.

Article 10

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République Tunisienne dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 11

1) Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il remplacera l'Accord de Coopération Technique du 20 Avril 1965 entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

2) Le présent Accord sera valable pendant une période de cinq ans. Il sera prolongé tacitement d'année en année, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des deux parties contractantes trois mois avant la fin de la période de validité considérée.

3) Après l'expiration du présent Accord, ses dispositions continueront à être applicables aux projets de Coopération Technique déjà commencés jusqu'à leur achèvement.

Fait à Tunis, le 23 Avril 1970 en quatre exemplaires, dont deux en langue française et deux en langue allemande, chacun des quatre textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Tunisienne :

M. LASRAM

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :

DR. G. MOLTMANN

ULRICH BÖRNSTEIN

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

A b k o m m e n

zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und der Regierung der Tunesischen Republik
über
Technische Zusammenarbeit

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Tunesischen Republik -

auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen, in dem festen Wunsch, diese Beziehungen zu vertiefen und in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Pflege und Förderung der technischen und wirtschaftlichen Entwicklung ihrer Staaten und in Erkenntnis der Vorteile, die aus einer engeren technischen Zusammenarbeit für beide Staaten erwachsen werden - sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

(1) Die Vertragsparteien werden sich bemühen, im Rahmen ihrer Möglichkeiten in technischen Fragen auf den in Artikel 2 genannten Gebieten zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen. Die Zusammenarbeit erfolgt in gleichberechtigter Partnerschaft.

(2) Auf der Grundlage und im Rahmen dieses Abkommens ist beabsichtigt, Vereinbarungen über einzelne Vorhaben zu schließen.

Artikel 2

Die in Artikel 1 Absatz 2 genannten Vereinbarungen können vorsehen, dass die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

1. die Einrichtung von fachlichen Ausbildungsstätten und Austerieinrichtungen durch die Entsendung deutscher Lehr- und Fachkräfte und die Bereitstellung von technischer Ausrüstung fördert;
2. deutsche Sachverständige sowie Gutachter für bestimmte Vorhaben und Regierungsberater entsendet;

3. die Zusammenarbeit beider Länder auf dem Gebiete von Erziehung und Bildung unterstützt;
4. die Zusammenarbeit von wissenschaftlichen Einrichtungen in beiden Ländern durch die Entsendung oder Vermittlung von deutschem wissenschaftlichem Personal und durch die Bereitstellung von Ausrüstungsgegenständen fördert.

Artikel 3

(1) Auf Grund von Übereinkünften nach Artikel 1 Absatz 2 wird sich die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bemühen,

1. die Fortbildung von tunesischen Fach- und Führungskräften sowie von Wissenschaftlern in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Land zu fördern;
2. tunesischen Fachkräften Aus- und Fortbildungsmöglichkeiten in der Bundesrepublik Deutschland oder in Einrichtungen, die im Rahmen der deutschen Technischen Hilfe gefördert werden, zu vermitteln.

(2) Die Durchführung der in Absatz 1 vorgesehenen Massnahmen, insbesondere die Aufnahme von Bewerbern in die Förderung, bleibt besonderen Vereinbarungen vorbehalten.

(3) Die Regierung der Tunesischen Republik erkennt die von tunesischen Fachkräften in der Bundesrepublik Deutschland abgelegten Prüfungen und Examina entsprechend ihrem fachlichen Niveau an. Sie wird den Inhabern deutscher Zeugnisse oder Diplome, die als gleichwertig mit tunesischen Zeugnissen und Diplomen anerkannt worden sind, die gleichen beruflichen Anstellungs- und Aufstiegsmöglichkeiten eröffnen.

Artikel 4

Die Regierung der Tunesischen Republik

1. stellt auf ihre Kosten für die einzelnen Vorhaben in Tunesien erforderlichenfalls Grund und Boden sowie Gebäude nebst Zubehör zur Verfügung;
2. trägt die Betriebs- und Instandhaltungskosten für die einzelnen Vorhaben;
3. stellt auf ihre Kosten das für die einzelnen Vorhaben erforderliche einheimische Fach- und Hilfspersonal sowie gegebenenfalls Dolmetscher zur Verfügung;
4. trägt zu den Kosten der Miete und Instandhaltung angemessener möblierter Wohnungen für das in Artikel 2 genannte Personal und dessen Familien nach Massgabe einer besonderen Vereinbarung bei oder stellt solche Wohnungen zur Verfügung;

5. trägt die Kosten für Dienstreisen des in Artikel 2 genannten Personals in Tunesien und zahlt ihm das für die Dienstreisen anfallende Tagegeld;
6. sorgt dafür, dass das deutsche Personal nach angemessener Zeit durch geeignete tunesische Fachkräfte ersetzt wird. Soweit diese tunesischen Fachkräfte in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Lande ausgebildet werden sollen, benennt sie rechtzeitig genügend Bewerber und trägt die Kosten für deren Hin- und Rückreise. Sie gewährleistet, dass die tunesischen Fachkräfte nach ihrer Ausbildung an der geförderten Einrichtung so lange beschäftigt werden, dass deren Fortführung sichergestellt ist. Sie wird für deren Ausbildungsgerechte Einstufung und angemessene Bezahlung sorgen;
7. übernimmt die Entladekosten und die in Tunesien anfallenden Kosten des Transports und der Versicherung der von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die einzelnen Vorhaben gelieferten Gegenstände.

Artikel 5

Die Regierung der Tunesischen Republik

1. gewährt dem deutschen Personal, das in Tunesien im Rahmen des vorliegenden Abkommens tätig ist, seinen Familienangehörigen und sonstigen zum Hausstand gehörigen Personen jederzeit und abgabenfrei die Ein- und Ausreise und die im Zusammenhang mit der Durchführung der Vorhaben notwendigen Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen;
2. erhebt von den aus deutschen öffentlichen Mitteln an das deutsche Personal oder an deutsche Bau- und Consultingfirmen für Leistungen im Rahmen dieses Abkommens gezahlten Vergütungen keine Steuern oder sonstigen Abgaben;
3. befreit die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die einzelnen Vorhaben zur Verfügung gestellten Gegenstände von sämtlichen Ein- und Ausfuhrabgaben und sonstigen öffentlichen Abgaben einschliesslich von Hafengebühren;
4. stellt die von dem deutschen Personal bzw. dessen Familienangehörigen eingeführten Möbel, persönliche Habe und ein Kraftfahrzeug je Familie von Ein- und Ausfuhrabgaben sowie von sonstigen fiskalischen Lasten frei, wobei die Einfuhr innerhalb eines Zeitraums von jeweils drei Monaten nach Eintreffen des Personals oder seiner Familie erfolgen soll. Die tunesische Regierung verlängert den Zeitraum von drei Monaten in den vom jeweiligen deutschen Projektleiter zu begründenden Ausnahmefällen, insbesondere bei Lieferschwierigkeiten und bei der Beschaffung von Ersatzstücken für Gegenstände, die ihre Gebrauchsfähigkeit auf dem Transportweg eingebüsst haben;

5. gestattet dem deutschen Personal und dessen Familienangehörigen die abgabenfreie Einfuhr von Medikamenten, Kinder-, Diät und ärztlich verordneten Nahrungsmitteln im Rahmen ihres persönlichen Bedarfs; sie räumt dem deutschen Personal und seinen Familienangehörigen die gleichen Vorrechte ein, wie sie den Fachkräften der meistbegünstigten Nation gewährt werden;
6. stellt dem deutschen Personal Legitimationspapiere aus, in denen die zuständigen Behörden angewiesen werden, dem deutschen Personal bei der Durchführung der ihm übertragenen Aufgaben volle Unterstützung zuteil werden zu lassen.

Artikel 6

(1) Für Schäden, die das deutsche Personal im Zusammenhang mit der Durchführung einer ihm nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe einem Dritten zufügt, haftet an seiner Stelle die Tunesische Republik. Jede Inanspruchnahme des deutschen Personals ist insoweit ausgeschlossen.

(2) Ein Erstattungsanspruch, auf welcher Rechtsgrundlage er auch beruht, kann von der Tunesischen Republik gegen das deutsche Personal nur im Falle von Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit geltend gemacht werden.

Artikel 7

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden auch Anwendung auf das deutsche Personal, das bereits bei Inkrafttreten dieses Abkommens im Rahmen der Technischen Zusammenarbeit im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland in Tunesien tätig war.

Artikel 8

Das im Rahmen dieses Abkommens in Tunesien tätige deutsche Personal übt keine andere auf Gewinn gerichtete Tätigkeit aus.

Artikel 9

Die Vertragsparteien werden sich auf Grund einer besonderen Vereinbarung gegenseitig über Ausbildungs- und Arbeitspläne unterrichten, die für die Durchführung der Technischen Zusammenarbeit von Interesse sind.

Artikel 10

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Tunesischen Republik innerhalb von drei Monaten nach seinem Inkrafttreten eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 11

(1) Dieses Abkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft. Es ersetzt das Abkommen zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Tunesischen Republik über Technische Zusammenarbeit vom 20. April 1965.

(2) Das Abkommen gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren. Es verlängert sich stillschweigend jeweils um ein Jahr, es sei denn, dass eine der beiden Vertragsparteien es drei Monate vor Ablauf des jeweiligen Zeitabschnitts schriftlich kündigt.

(3) Auch nach Ablauf dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die bereits begonnenen Vorhaben der Technischen Zusammenarbeit bis zu ihrem Abschluss weiter.

Geschehen zu Tunis, am 23. April 1970

in vier Urschriften, je zwei in deutscher und in französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

gez. Dr. G. Moltmann
gez. Ulrich Börnstein

Für die Regierung der
Tunesischen Republik

gez. Lasram

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT ON TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TUNISIA AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

The Government of the Republic of Tunisia and
The Government of the Federal Republic of Germany,

On the basis of the friendly relations existing between the two countries and their peoples,

Firmly desiring to strengthen those relations,

Considering their common interest in maintaining and promoting the technical and economic development of their countries, and recognizing the advantages which will result for the two countries from closer technical cooperation,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties shall endeavour, to the extent possible, to cooperate with and assist each other with regard to technical questions relating to the areas mentioned in article 2 below. They shall collaborate as partners with equal rights.

2. On the basis of, and within the framework of, this Agreement, arrangements shall be concluded with regard to various projects.

Article 2

The arrangements referred to in article 1, paragraph 2, above may provide that the Government of the Federal Republic of Germany shall:

- (1) Encourage the establishment of specialized training centres and model institutions by sending German instructors and specialists and by providing technical equipment;
- (2) Send German experts for specific projects, as well as government advisers;
- (3) Support cooperation between the two countries in education and instruction;
- (4) Promote cooperation between scientific institutions in the two countries by sending or obtaining German scientific personnel and by providing capital equipment.

Article 3

1. By virtue of the arrangements concluded in accordance with article 1, paragraph 2, above, the Government of the Federal Republic of Germany shall endeavour to:

- (1) Promote the advanced training of specialized personnel, senior technical personnel and scientific personnel in the Federal Republic of Germany or in another country;

(2) Provide Tunisian specialists with opportunities for training and advanced training in the Federal Republic of Germany or in institutions supported under the German technical assistance programme.

2. The implementation of the measures provided for in paragraph 1 of this article, in particular the admission of candidates, shall be the subject of specific arrangements.

3. The Government of the Republic of Tunisia shall recognize the examinations taken by Tunisian specialists in the Federal Republic of Germany, according to their technical level. It shall offer the holders of German certificates or diplomas recognized as equivalent to Tunisian certificates and diplomas the same opportunities for employment and professional advancement.

Article 4

The Government of the Republic of Tunisia shall:

(1) Provide, at its own expense if necessary, the land and buildings, including auxiliary buildings, for the various projects in Tunisia;

(2) Assume the operational and maintenance costs of the various projects;

(3) Provide, at its own expense, the national specialized and auxiliary personnel necessary for the various projects and, where necessary, interpreters;

(4) Contribute to the costs of renting and maintaining appropriate furnished accommodation for the personnel referred to in article 2 above and for their families, in conditions provided for by special arrangements, or shall provide such accommodation;

(5) Pay the costs of travel in Tunisia for the necessities of service of the personnel referred to in article 2 above, and pay a daily subsistence allowance in respect of such travel;

(6) Ensure that the German personnel are replaced, within a suitable period of time, by appropriate Tunisian specialists. Insofar as these specialists must be trained in the Federal Republic of Germany or in another country, it shall designate potential candidates, in good time and in sufficient numbers, and shall pay their travel costs in both directions. It shall guarantee that, after their training, the Tunisian specialists will be employed at the institution supported for as long as is necessary to ensure the continued operation of the institution. It shall ensure that they are employed at a level corresponding to their training and are paid appropriately;

(7) Pay the costs of unloading materials provided by the Government of the Federal Republic of Germany for the various projects, as well as their transport and insurance costs in Tunisia.

Article 5

The Government of the Republic of Tunisia shall:

(1) Grant to the German personnel working in Tunisia under this Agreement and to members of their families and other persons belonging to the household entry into and departure from the country, at all times and exempt from tax, as well as the necessary work and residence permits for the execution of the projects;

(2) Not impose taxes or other fiscal charges on the remuneration which will be paid from German public funds to German personnel or German construction or consultation firms for services rendered under this Agreement;

(3) Exempt the supplies delivered for the various projects by the Government of the Federal Republic of Germany from all import and export taxes and other fiscal charges, including port dues;

(4) Exempt the furniture, personal effects and one automobile per family imported by German personnel or members of their families from entry and exit taxes and other fiscal charges, provided that the goods are imported within three months following the arrival of the person in question or his family. The Government of the Republic of Tunisia shall extend the period of three months in exceptional cases at the reasoned request of the German head of the project in question, particularly when there have been difficulties relating to the delivery and purchase of replacement parts for objects which deteriorated in the course of transport;

(5) Authorize the German personnel and members of their families to import, free of taxes, medicines, food for children, dietetic products and food prescribed by a doctor, within the limits of their personal requirements. It shall grant to the German personnel and members of their families the same privileges as are granted to specialists of the most-favoured nation;

(6) Issue to the German personnel an identity document requesting the competent official services to grant them full support in the discharge of their functions.

Article 6

1. The Republic of Tunisia, rather than the German personnel, shall be liable for any damage caused by the latter to a third party in connection with the discharge of a task entrusted to them under this Agreement. In this connection, no claim shall be permitted against the German personnel.

2. A right to reimbursement, whatever its legal basis, may not be invoked by the Republic of Tunisia against the German personnel except in the event of fraud or serious negligence.

Article 7

The provisions of this Agreement shall apply also to the German personnel who, at the time of its entry into force, are already performing their functions in Tunisia as part of technical cooperation activities on the orders of the Government of the Federal Republic of Germany.

Article 8

The German personnel working in Tunisia under this Agreement shall not engage in any other lucrative activity.

Article 9

The Contracting Parties shall inform each other, under a special arrangement, of any training and work programmes which are of interest from the standpoint of technical cooperation.

Article 10

This Agreement shall also apply to Land Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany makes a contrary declaration to the Government of the Republic of Tunisia within three months after the entry into force of this Agreement.

Article 11

1. This Agreement shall enter into force on the date of its signature. It shall replace the Agreement on technical cooperation between the Government of the Republic of Tunisia and the Government of the Federal Republic of Germany of 20 April 1965.

2. This Agreement shall be valid for a period of five years. It shall be extended by tacit agreement for successive periods of one year, unless it is denounced in writing by either Contracting Party three months prior to the expiry of the current period of validity.

3. Any technical cooperation projects commenced prior to the expiry of this Agreement shall remain subject to its provisions after its expiry until they have been completed.

Done at Tunis on 23 April 1970, in four original copies, two in the French language and two in the German language, all four texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

DR. G. MOLTMANN

ULRICH BÖRNSTEIN

For the Government of the Republic of Tunisia:

LASRAM